

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DROME ENERGIE SERVICES

2120 Chemin du Freyssinet
Quartier du Freyssinet
26700 Pierrelatte

Références : 20260302-RAP-DAEN0262
Code AIOT : 0006110901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement DROME ENERGIE SERVICES implanté 2120 Chemin du Freyssinet Quartier du Freyssinet 26700 Pierrelatte. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DROME ENERGIE SERVICES
- 2120 Chemin du Freyssinet Quartier du Freyssinet 26700 Pierrelatte
- Code AIOT : 0006110901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DROME ENERGIE SERVICES (DES) - Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 14 juin 2012 (complété par arrêté IED du 1er octobre 2019) à exploiter une cogénération biomasse (production de chaleur et d'électricité) et une chaufferie auxiliaire (Gaz / FOD) à Pierrelatte.

L'installation est destinée à chauffer les serres de Pierrelatte, la Ferme aux crocodiles, des logements de Pierrelatte et le site AREVA à partir du réseau de chaleur de 30 km existant.

L'alimentation en biomasse est de l'ordre de 150 000 tonnes de bois par an.

La société est située sur la zone d'activité de Pierrelatte à l'ouest du site du Tricastin.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 4.1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Approvisionnement temporaire	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	rapport incident	AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements environnementaux	AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 6	Sans objet
2	Rétention de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 4.1.6	Sans objet
5	Suspension	AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection vient en complément de celle du 9 octobre 2025 sur les suites données à l'incendie du 13 août 2025.

Les prélèvements environnementaux ont été analysés. Il n'y a pas d'impact significatif dans l'environnement du site.

Les produits chimiques autour du bassin de confinement ont été évacués.

La géomembrane du bassin de confinement a été changée. L'exploitant doit fournir le procès verbal de réception et tester l'étanchéité.

L'approvisionnement temporaire a été mis en service avec une sécurité incendie renforcée. Quelques éléments de traçabilité sont demandés à l'exploitant.

L'approvisionnement par les silos est effectivement suspendu. Le dossier de redémarrage des silos est en cours de constitution.

Le rapport d'accident est à mettre jour avec les derniers éléments analysés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : L'exploitant procède sous 4 jours, sur site et autour du site, à des prélèvements conservatoires immédiats. L'exploitant justifie notamment les matrices qu'il choisit de prélever, selon les objectifs à préciser (identification d'une éventuelle signature chimique de l'accident ou mise à disposition de valeurs de comparaison sur des matrices spécifiques) en tenant compte des conditions d'accessibilité aux zones à investiguer en termes de sécurité (exposition à des polluants toxiques, instabilité des infrastructures, etc.). Les prélèvements conservatoires sont effectués selon des méthodes normalisées, lorsqu'elles existent, qui sont précisées dans les rapports remis. Les prélèvements conservatoires sont étiquetés et référencés de manière à pouvoir leur associer pour chacun la date, l'horaire et le lieu du prélèvement. Les prélèvements sont conservés dans des conditions (température, luminosité etc.) assurant leur non dégradation. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les prélèvements réalisés et leur pertinence. La destruction des échantillons conservatoires est soumise à l'accord de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport final conclut qu'il n'y a pas d'impacts significatifs sur l'environnement (comme on a pas pu le constater sur les eaux d'incendie retenues sur site).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 4.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention de produits chimiques
Prescription contrôlée : [...] Tout récipient susceptible de contenir des liquides dangereux ou d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés. [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et ne comporte pas de dispositifs d'évacuation par gravité. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : Constats et demandes de la dernière inspection (09/10/2025) : Des produits chimiques utilisés pour le traitement des eaux étaient présents le jour de l'inspection autour du bassin de confinement. Ces derniers sont classés corrosifs et ne sont pas sur rétention. Ces produits doivent être enlevés ou mis sous rétention (sous 3 jours). Constats du 02/02/2026 : Les produits ont été enlevés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 4.1.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés au bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 760 m3 avant rejet vers le milieu naturel. [...]

Constats :**Constats et demandes de la dernière inspection (09/10/2025) :**

La membrane est abîmée en partie haute.

Après vidange et curage du bassin, une expertise sera menée sur la membrane en fond pour avoir un retour d'expérience.

La décision est toutefois d'ores et déjà prise de remplacer la membrane pour justifier de l'étanchéité du bassin.

Une réflexion pour agrandir la capacité du bassin est à mener.

L'exploitant informera l'inspection de la mise en place effective de la nouvelle membrane étanche et de ses conclusions sur l'agrandissement du volume du bassin (sous 3 mois).

Constats du 02/02/2026 :

L'inspection a été informé de la mise en place effective de la nouvelle membrane, constatée sur site.

Le volume du bassin mesuré est déclaré à 1 600 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira le procès verbal de réception.

L'exploitant testera l'étanchéité effective du nouveau bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Approvisionnement temporaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Approvisionnement temporaire

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Courrier DREAL du 12/11/2025 - Porter à connaissance d'approvisionnement temporaire de biomasse :

[...] Le projet prévoit :

- la constitution d'un stock de plaquettes forestières (uniquement) de 630 m³ adossé à un mur en bloc béton autobloquant ;
- l'utilisation d'une chargeuse pour alimenter une remorque à fond mouvant de 90 m³ ;
- l'utilisation d'un crible/décamionneur puis d'une « sauterelle » pour rejoindre le convoyeur à bande incliné existant « TB 80 » (non affecté par l'incendie du 13 août 2025) ;

<p>Une sécurité incendie complémentaire a été déployée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance par caméras vidéos plus deux caméras thermiques (avec alarme reportée en salle de contrôle) ; - remise en place et tests du système détection/extinction existant sur le convoyage « TB 80 » avec remontée d'information au système de sécurité incendie (SSI) ; - arrêt des convoyages en cas de défaut ; - présence d'un Robinet Armé Incendie et d'un poteau incendie à proximité du stockage temporaire de 630 m³ de plaquettes forestières ; - installation d'un extincteur supplémentaire à proximité des nouvelles installations ; - conduite en 3x8 - surveillance humaine permanente ; - bassin de rétention des eaux incendie remis à neuf. <p>[...] L'inspection appelle votre attention sur les sujets d'envol de poussières et de bruit. Vous avez présenté des mesures visant à limiter les nuisances potentielles (plaquettes forestières uniquement, positionnement du stockage, nettoyage de la zone). Si cela s'avérait nécessaire après démarrage, l'inspection demandera des mesures complémentaires.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La constitution d'un stock de plaquettes forestières (uniquement) adossé à un mur en bloc béton autobloquant - l'utilisation d'une chargeuse pour alimenter une remorque à fond mouvant - l'utilisation d'un crible/ décamionneur puis d'une « sauterelle » pour rejoindre le convoyeur à bande incliné existant « TB 80 » <p>Une sécurité incendie complémentaire a effectivement été déployée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 caméras vidéos (avec vidéo reportée en salle de contrôle) - 2 caméras thermographiques (avec visualisation reportée en salle de contrôle) - présence d'un Robinet Armé Incendie et d'un poteau incendie à proximité du stockage temporaire de plaquettes forestières ; - installation de deux extincteurs supplémentaires à proximité des nouvelles installations ; - conduite en 3x8 - surveillance humaine permanente ; - bassin de rétention des eaux incendie remis à neuf.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier (traçabilité) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la remise en place et les tests du système détection/extinction existant sur le convoyage « TB 80 » avec remontée d'information au système de sécurité incendie (SSI) ; - l'arrêt des convoyages en cas de défaut.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Suspension

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, suspension
Prescription contrôlée : Dès notification du présent arrêté, les activités liées aux installations impliquées dans l'incendie (silos n° 1 et n°2) sont suspendues et mises en sécurité . La mise à l'arrêt des équipements et des utilités concernés s'effectue conformément aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité. Notamment, l'exploitant s'assure que ceux-ci sont placés en position sûre (par exemple : système de conduite, position des vannes, absence de produit résiduel dans les tuyauteries ou dans les capacités, disponibilité des utilités, étalonnage des capteurs, dispositifs de sécurité opérationnels, nouvelles consignes transmises...). La reprise des activités précisées ci-dessus est subordonnée à l'accord de monsieur le préfet, sur la base d'un dossier justifiant de la remise en état des installations, de la démonstration que la reprise de l'exploitation peut se faire en toute sécurité, de la disponibilité des mesures de maîtrise des risques et de la mise en œuvre des mesures de sécurité complémentaires éventuelles issues de l'analyse des causes de l'accident.
Constats : Les activités liées aux installations impliquées dans l'incendie (silos n° 1 et n°2) sont suspendues . Un rappel a été fait concernant la reprise des activités liées aux installations impliquées dans l'incendie (silos n° 1 et n°2) : obtention d'un accord de madame la préfète, sur la base d'un dossier. Les grands axes sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- Fourniture d'un plan détaillé du convoyage de la biomasse- Mise à jour du rapport d'accident- Remise en état des installations- Démonstration de la stabilité des ouvrages- Disponibilité des mesures de maîtrise des risques et de la mise en œuvre des mesures de sécurité complémentaires issues de l'analyse des causes de l'accident- Refonte de l'étude des dangers (intégration des MMR)- Exploitation du REX Barpi sur les convoyeurs biomasse
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : rapport incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/08/2025, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, rapport incident
Prescription contrôlée : Dans les meilleurs délais et sans excéder 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Ce rapport précise, dans l'état des connaissances à la date de transmission : les circonstances et la chronologie de l'événement et de l'intervention, en distinguant le cas

<p>échéant la succession des différents phénomènes dangereux ;</p> <p>les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;</p> <p>l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles et/ou humaines) (par exemple de type arbre des causes) ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;</p> <p>les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;</p> <p>les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'événement à moyen ou à long terme ;</p> <p>les mesures prises ou envisagées pour réduire la probabilité d'occurrence et la gravité d'un événement similaire.</p> <p>Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés sont joints au rapport d'analyse.</p> <p>Le rapport d'analyse de l'événement est tenu à jour. Le cas échéant, l'exploitant transmet les mises à jour du rapport au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une mise à jour du premier rapport d'accident est à réaliser compte tenu des éléments issus de l'étude de l'incendie suite à l'expertise de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir la mise à jour du rapport d'accident à Madame la préfète ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>